

La démocratie locale contre la corruption et les guerres en Afrique

RABAT (AFP) - Des responsables africains ont mis l'accent vendredi à Rabat sur la nécessité d'encourager la démocratie locale pour lutter contre la corruption et les guerres qui font perdre 5% de croissance par an au continent.



Le ministre marocain des Affaires étrangères Mohamed Benaissa (g) et Gilbert Hougro, directeur régional du Programme de Développement des Nations Unies, à Rabat le 6 avril 2007 (© AFP - Abdelhak Senna)

"La bonne gouvernance doit au niveau local aller au-delà des élections communales et porter sur une participation active de la population à la définition de ses besoins et l'allocation des ressources de développement", a affirmé l'administrateur du Programme de l'ONU pour le développement (PNUD) Kemal Dervis.

"Elle passe aussi par une gestion transparente des ressources au profit du développement et de la réduction de la pauvreté", a-t-il ajouté dans un discours lu par un de ses collaborateurs à l'ouverture à Rabat de la première Conférence africaine sur le développement humain.

Au cours de cette réunion qui regroupe une cinquantaine de ministres, M. Dervis a insisté sur le fait que la bonne gouvernance "impliquait la lutte contre la corruption et le gaspillage des biens publics et la capacité de nos Etats à fournir les services de bases à toute la population".

Car le constat n'est pas brillant. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté est passé en dix ans de 217 millions à 290 millions de personnes, dont une majorité de femmes. L'espérance de vie des adultes a chuté de 50 à 46 ans.

Dans son message à la conférence, le roi Mohammed VI du Maroc a mis l'accent sur l'importance des échanges d'expériences au sein du continent. "Nous avons le devoir, nous autres Africains, de ne compter que sur nous-mêmes et de nous attacher à faire l'usage le plus judicieux des potentialités dont nous disposons", a-t-il souligné.

Pour le souverain chérifien, "il nous incombe de mettre en place des politiques nationales efficaces, vouées à la concrétisation d'un développement global intégré, et cela passe impérativement par la consolidation de la stabilité, de la paix et de la sécurité".

Car l'Afrique est gangrenée par la corruption et l'instabilité, deux maux qui la maintiennent dans la pauvreté.

"Le continent ne peut atteindre les objectifs du Millénaire sans un taux de croissance de 7%. Or, selon les calculs réalisés par le PNUD, la corruption fait perdre 2% de croissance en moyenne à l'Afrique", a souligné Abdoulaye Mar Dieye, un responsable du PNUD pour les pays arabes.

"Quant aux guerres et aux crises, elles coûtent à l'ensemble du continent près de 3% de croissance", a-t-il précisé.

L'extrême pauvreté et la faim, l'éducation primaire pour tous, la promotion de l'égalité des sexes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, la lutte contre le sida et un environnement durable, ainsi que la mise en place d'un partenariat durable constituent les huit objectifs du Millénaire.

"Vous savez très bien que beaucoup de nos pays sont peut être pauvres car ils sont trop riches. Il ne s'agit donc pas seulement d'organiser des élections démocratiques mais il faut que les élus se sentent redevables devant leurs concitoyens qui les ont désignés", a noté en marge de la réunion Gilbert Hougbo, directeur régional du PNUD pour l'Afrique.

Trois thèmes doivent être débattus au cours cette conférence: le développement local, l'égalité des genres et la bonne gouvernance.

Selon les organisateurs, cette réunion devrait se clôturer samedi par l'adoption d'une "déclaration de Rabat" qui devrait formuler une série de recommandations et mettre en place un mécanisme de coordination entre pays africains.